



## Congrès fondateur de l'UMP

17 novembre 2002

### Discours d'Alain Juppé

Chers amis,

Vous venez de donner votre confiance, pour deux ans, à l'équipe que nous formons, Jean-Claude Gaudin, Philippe Douste-Blazy et moi. Le premier mot qu'en notre nom à tous les trois, je voudrais vous dire, c'est naturellement MERCI.

Merci à toutes celles et à tous ceux qui sont venus de nos régions de métropole, merci à nos compatriotes d'Outre-Mer, merci aux Françaises et aux Français de l'étranger qui ont fait le voyage pour être parmi nous. Merci à celles et ceux d'entre vous qui ont travaillé d'arrache-pied pour que cette journée se déroule dans une ambiance de fête.

Nous mesurons le poids de la responsabilité que vous nous confiez. Nous prenons l'engagement devant vous de mettre toute notre énergie et tout notre enthousiasme au service de cette seule cause : réussir l'Union, construire avec vous le nouveau et grand parti que vous venez de créer.

L'Union est née, et pour tous ceux qui, depuis longtemps nourrissaient ce rêve, c'est un moment de joie profonde. Je ne rappellerai pas la constance, et parfois le courage, qu'il a fallu pour que le rêve devienne réalité. Qu'il nous suffise de partager la joie de cette naissance et d'accueillir toutes celles et tous ceux qui nous rejoignent maintenant.

L'Union est née ; il faut désormais qu'elle grandisse. C'est une belle aventure que nous allons vivre ensemble !

ENSEMBLE, car la réussite ne pourra être que collective. Je vous appelle à vous y engager avec nous, de tout votre cœur, de toute votre foi.

Belle AVENTURE, car il ne s'agit évidemment pas de reproduire, sous un autre nom et dans un format plus grand, ce que nous avons déjà connu dans le passé. Il va nous falloir innover, inventer, surprendre. Nos partis traditionnels, quels que fussent leurs mérites, ne répondent plus aujourd'hui aux attentes des Français ; beaucoup d'entre vous, ici présents, ont hésité à les rejoindre.

Vous voulez que l'Union soit vraiment différente, qu'elle soit en quelque sorte le premier PARTI DU XXI<sup>e</sup> SIECLE. Ensemble, nous allons répondre au profond besoin de renouveau qui se manifeste autour de nous.

L'Union doit, en premier lieu, rester unie sur l'essentiel tout en respectant la personnalité des hommes et des femmes qui la composent, la diversité des courants de pensée qui l'ont fondée. Si nous n'avions pas en commun les mêmes valeurs, notre entreprise serait vouée à l'échec ; c'est la raison pour laquelle le premier acte de notre congrès "fondateur" a consisté à approuver la

Charte de l'Union. Elle résume avec force l'idéal républicain dont nous sommes porteurs : LIBERTE, RESPONSABILITE, SOLIDARITE, NATION, EUROPE, ces mots donnent du sens au combat politique que nous menons. Ils répondent à la grande interrogation qui a saisi la société française au printemps dernier. Ils expriment notre engagement déterminé dans la lutte contre les extrémismes de tous bords et contre les solutions démagogiques qui heurtent si profondément nos convictions.

Sur la défense des valeurs humanistes, sur le respect dû à chaque personne humaine, quelles que soient ses origines ou sa condition sociale, l'UMP ne transigera pas.

Nous savons aussi qu'une grande organisation, unie autour des mêmes valeurs, ne peut fonctionner efficacement que si elle fait preuve d'esprit de cohésion.

Certes, nos histoires, nos sensibilités sont différentes. L'Union respectera ses différences, grâce à la souplesse de son organisation sur le terrain et à la reconnaissance des "mouvements" qui pourront se constituer en son sein.

La réussite de cette alchimie délicate entre cohésion et différences dépendra, dans le parti comme dans ses groupes parlementaires, de l'état d'esprit qui nous animera les uns et les autres : nos spécificités seront utiles si elles enrichissent le débat avant que les décisions ne soient prises en commun et ne nous engagent aux yeux de l'opinion ; elles nous affaibliront si les Français n'en gardent que le souvenir de rivalités personnelles ou de cacophonies sans contenus.

Grâce à la générosité de coeur et à l'habileté politique de Jacques Barrot et de ceux qui l'entourent à l'Assemblée Nationale, grâce à nos responsables du Sénat, nos groupes parlementaires ont d'ores et déjà montré l'exemple. Notre parti devra s'inspirer de l'esprit de respect mutuel qui y règne.

L'Union doit, en second lieu, se montrer accueillante à de nouveaux publics.

Nous avons parfois tendance à nous protéger de ce que nous ressentons comme une concurrence, ou à garder inscrit dans nos mémoires le souvenir d'anciennes rivalités. Tournons la page ! Ouvrons nous à ceux qui veulent nous rejoindre, et faisons le sans prendre de précautions excessives. La méfiance n'est pas toujours bonne conseillère... Nous allons lancer dans les prochaines semaines une forte campagne nationale d'adhésions. Il faut qu'à l'image de ses partis frères des grandes démocraties européennes, l'Union attire à elle des centaines de milliers de militantes et de militants. C'est la seule vraie manière d'être proche de notre peuple dans sa diversité. Il faut que nous offrons à tous ces militants la possibilité de se former et d'avoir ainsi plus de chances d'accéder à des postes de responsabilité et à des fonctions électives.

Il faut enfin afficher une claire détermination et prendre les moyens de donner toute leur place aux femmes dans l'UMP. Et de grâce, qu'on ne me fasse pas de procès d'intention sur ce point : si j'ai péché, je demande miséricorde...

L'Union doit, au delà même du cercle de ses adhérents, dialoguer avec le monde qui l'entoure et même avec celles et ceux qui ne veulent pas franchir le pas de l'engagement, soit qu'ils ne se reconnaissent pas tout à fait dans nos idées, soit qu'ils veuillent par principe garder leurs distances. Ce n'est pas une raison pour les ignorer. Dans nos statuts, vous le savez, il est prévu un Centre d'études politiques qui débouchera un jour sur une véritable fondation, capable de porter nos idées au delà du monde politique, dans la société française et sur la scène internationale. Sans attendre, nous allons très prochainement mettre en place des forums de discussion et des cercles de réflexion qui s'ouvriront à tous ceux que le dialogue avec nous intéresse. Ils porteront sur tous les sujets économiques, sociaux, culturels, environnementaux... qui nourrissent l'actualité, à commencer par le dossier des retraites.

Ce serait une bonne idée que, dans nos fédérations des initiatives du même type soient prises, de manière souple et informelle. Pour l'Union elle aussi, la décentralisation doit être un principe constitutif.

Nous avons enfin l'ambition de faire de l'Union un grand parti européen. Je suis heureux de saluer les responsables des partis de droite et du centre que nous avons invités à notre congrès et qui sont nombreux parmi nous cet après-midi.

Ma gratitude va spécialement aux chefs de gouvernement européens qui nous ont fait l'honneur et l'amitié de participer à notre congrès fondateur : José Maria AZNAR et José Manuel DURAO BARROSO...

Nous les retrouvons, avec d'autres et notamment Angela MERKEL, au sein du Parti Populaire Européen qui a bien voulu accepter notre adhésion. Nous avons de grandes choses à accomplir ensemble, pour faire vivre la démocratie en Europe, en ce moment crucial où elle s'élargit et se réforme. Face aux "internationales" de gauche, d'extrême-gauche et d'extrême-droite, nous avons le devoir de défendre les valeurs de liberté, de responsabilité et de solidarité qui, je l'ai dit, définissent notre idéal humaniste.

Si l'Union est capable de relever les défis que je viens d'évoquer, elle incarnera une nouvelle manière de faire de la politique et de faire vivre un grand parti.

Et, du même coup, elle jouera efficacement son rôle de soutien à l'action du Président de la République et du gouvernement qu'il a nommé.

Ce qui nous a peut-être le plus manqué depuis deux décennies, c'est la stabilité, c'est la continuité. Or, il faut du temps pour laisser sa marque. Il faut du temps pour faire fructifier les réformes qu'on a lancées. L'une des raisons d'être de l'Union, c'est précisément de donner du temps à l'action réformatrice de nos dirigeants. Et pour cela, il faut qu'elle voie loin, au delà même du terme du quinquennat en cours. L'Union doit être une force d'anticipation. Elle doit porter UNE VISION ET UN PROJET POLITIQUES A LONG TERME si elle veut entraîner les Françaises et les Français plus loin et plus haut que les seules échéances électorales.

J'espère que ce que je viens de dire ne me vaudra pas de fausse querelle.

Comme on ne sait jamais, je vais être, chers amis, tout à fait clair : quand je dis que l'Union doit voir loin, "au delà même du quinquennat en cours", je parle bien de l'Union, je ne parle pas de moi. Ma seule ambition, je vous l'ai dit, pour les deux prochaines années, c'est de réussir l'Union avec vous.

Puis d'autres temps viendront. Notre parti devra prendre ses responsabilités et choisir celui ou celle qui lui paraîtra le mieux à même de faire gagner nos idées.

Et celui-là ou celle-là aura naturellement mon soutien.

Mais d'ici là, nous avons tant à faire ! Alors, ne nous dispersons pas. Mettons toutes nos forces en marche pour expliquer, relayer, défendre si besoin est, la politique du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin. Il s'est mis à la tâche exactement comme nous le souhaitions : avec la volonté de tenir les engagements que Jacques Chirac et nos candidats avaient pris pendant les campagnes présidentielle et législative ; mais aussi avec pragmatisme et selon son rythme. Les Français l'ont bien compris et ne partagent pas les impatiences qui agitent le microcosme parisien.

Je veux assurer, en votre nom à tous, Jean-Pierre Raffarin et tout son gouvernement de notre soutien chaleureusement amical et politiquement sans faille.

Je dis, en votre nom à tous, BRAVO AUX MINISTRES qui se sont mis ardemment au travail : Nicolas Sarkozy dont l'énergie, dans le domaine-clef de la sécurité, fait notre admiration ; Dominique Perben qui a entrepris la difficile réforme de notre système judiciaire ; François Fillon qui a déjà réussi à desserrer l'étau des 35h ; ou Jean-François Mattéi qui a rétabli le dialogue avec les professions de santé. Que tous les autres me pardonnent de ne pas les citer.

Mettons aussi toutes nos forces à l'oeuvre pour préparer les échéances électorales les plus proches, celles de 2004 : cantonales, régionales, européennes, sénatoriales. Donnons-nous les moyens de gagner et d'exercer ensuite efficacement les responsabilités qui nous auront été confiées.

Rappelons-nous que l'esprit de la démocratie, telle que nous la concevons, ce n'est pas de photographier dans le détail toutes les nuances de l'opinion ; c'est de permettre aux citoyens de choisir, en toute connaissance de cause, les élus qui vont les gouverner. La vraie démocratie, c'est naturellement de respecter l'expression des minorités, ce n'est pas de les mettre en situation de défaire les majorités au gré de combinaisons de circonstance.

C'est pourquoi l'UMP souhaite que les modes de scrutin régional et européen deviennent plus démocratiques qu'ils ne le sont aujourd'hui.

Mettons enfin toutes nos forces en oeuvre pour préparer l'avenir car, je le répète, un grand parti ne joue vraiment son rôle que s'il propose à tous les Français une vision partagée de leur avenir. De leur avenir de citoyen français. De leur avenir de citoyen européen. De leur avenir de citoyen du monde.

Cette mission d'anticipation et de mobilisation qui nous incombe est d'autant plus pressante qu'autour de nous, c'est la confusion, c'est l'incertitude, c'est la confrontation qui semblent prévaloir partout.

Sur la scène internationale, on entend à nouveau le bruit de la guerre, au point que nos économies s'inquiètent et s'étiolent. Les conflits régionaux sont dans l'impasse, tout particulièrement celui du Proche-Orient. Les injustices ne se réduisent pas et la mondialisation en aggrave même certaines. La menace terroriste nous vise tous. Malgré les avertissements les plus solennels, rien de très ambitieux n'est entrepris pour sauver la Terre qui est pourtant "en danger". Les mouvements de population échappent à tout contrôle et créent des situations humainement inacceptables.

Dans le monde comme en France, il n'est question que de violences et de fractures : fracture sociale, fracture numérique, fracture Nord-Sud, fracture écologique etc...

Faut-il donc céder à la sinistrose ?

La tâche est-elle donc au dessus de nos moyens ?

Comment choisir nos priorités ?

Heureusement, la nature humaine est ainsi faite qu'aucune tempête ne parvient à éteindre la petite flamme de l'espérance au fond de nos coeurs. Et nous avons besoin de cette espèce d'hommes qui ne renoncent pas.

Vous me direz que nos contemporains les cherchent sans doute ailleurs que dans le monde politique, parmi les sages ou les savants si l'on est optimiste, les gourous ou les caïds si on l'est moins.

Je continue à croire que la politique et les politiques ont un rôle à jouer dans cette recherche, qu'ils peuvent et qu'ils doivent, à leur place et dans leur sphère, donner du sens à l'aventure collective, montrer qu'à la fracture on peut répondre par la réconciliation.

Oui ! Je crois qu'une fois réglés tous ses problèmes d'organisation interne, l'Union doit être beaucoup plus qu'une simple machine électorale, qu'elle doit être porteuse d'un message de réconciliation. Proposons aux Français de refuser ce qui divise et conduit à l'affrontement ! Proposons leur de cultiver ce qui rapproche et prépare la réconciliation !

Ce soir, je voudrais prendre l'exemple des trois ou quatre réconciliations fondamentales qui pourraient donner un sens non seulement à notre action politique mais aussi à l'avenir français d'un siècle encore balbutiant.

## LES QUATRE RECONCILIATIONS

Première grande réconciliation : celle du pouvoir et des citoyens.

Dans la relation entre ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés, la fracture est plus qu'une menace, c'est souvent un fait. On a tant reproché aux hommes politiques leur éloignement des

réalités, leur manque de proximité avec les préoccupations quotidiennes de leurs concitoyens ! Sans doute ce reproche est-il en grande partie injuste. Mais il existe.

Il traduit, à sa manière, une attente de dialogue de plus en plus forte. Et cette attente est évidemment positive.

C'est une banalité que de le dire, mais le constat ne doit pas être perdu de vue : le niveau de formation et d'information des Français a fait tellement de progrès au cours des deux ou trois dernières décennies qu'on ne peut plus "gouverner" aujourd'hui comme hier, ni dans l'univers politique, ni dans l'univers médical, ni dans l'univers éducatif. L'argument d'autorité n'est plus recevable. Chacun veut savoir et comprendre pourquoi et comment sont prises les décisions qui le concernent.

En politique, les conséquences de cette évolution des mentalités sont considérables ; pour simplifier, je dirai que nous sommes passés par étapes des systèmes classiques de domination à la démocratie représentative, puis, aujourd'hui, à la démocratie participative. Loin de le redouter ou de nous en plaindre, nous devons jouer le jeu à fond parce que les individus y gagnent en épanouissement personnel et la collectivité en efficacité réelle.

Concrètement, cela nous oblige à une audacieuse redistribution des cartes, entre l'Etat qui doit se recentrer sur ses missions régaliennes - à commencer par la sécurité intérieure et extérieure -, les collectivités décentralisées qui doivent recevoir les moyens juridiques et financiers d'exercer pleinement les libertés locales, et les citoyens qui ne doivent pas être les oubliés de la décentralisation.

Le gouvernement s'est attaqué avec allant à cette grande réforme. Il se heurte, comme il fallait s'y attendre, aux conservatismes habituels. Nous devons l'aider de toutes nos forces à faire triompher la modernité sur l'immobilisme. D'ores et déjà la loi constitutionnelle qu'examine le Parlement apporte de nouvelles garanties. Elle mettra notamment les pouvoirs locaux à l'abri des véritables hold-up financiers auxquels se livre trop souvent le pouvoir central.

Après la modification de la Constitution viendront les lois organiques qui prévoient les nécessaires transferts de compétence et, si besoin est, des expérimentations limitées dans leur champ et dans leur durée. Jean-Pierre Raffarin nous a parfaitement éclairés sur tous ces points.

Mais la réforme n'atteindra son but que si elle intéresse directement chaque citoyen, que si chacun y trouve la possibilité d'accéder à de meilleurs services publics, au meilleur coût. Au delà des textes qui sont en discussion et des mesures qui en découleront, c'est un nouvel état d'esprit qu'il faut créer et un vaste chantier de "débureaucratization" de la société française qu'il faut ouvrir.

Je vous propose que l'Union fasse de la simplification administrative et du développement de la démocratie participative, notamment par le recours aux technologies de l'information et de la communication, un de ses thèmes de travail prioritaires.

Deuxième réconciliation à promouvoir : celle de l'esprit d'entreprise et de l'esprit de partage, celle de la liberté et de la solidarité.

Vous connaissez les vieux manichéismes : on a pris l'habitude d'opposer d'un côté ceux qui privilégient la liberté, les valeurs individuelles, et donc, par glissements successifs, l'individualisme, voire l'ultralibéralisme. (Vous observerez que chez ses détracteurs le libéralisme est toujours "ultra"). De l'autre côté, ceux qui préfèrent la solidarité, l'égalité, la justice que seuls l'Etat ou la collectivité seraient à même d'assurer.

Nous devons énergiquement refuser cette prétendue fracture. Nous devons réconcilier l'esprit

d'entreprise et l'esprit de partage. C'est toute l'ambition du "modèle français", dont nous voulons faire un "modèle européen".

On n'a jamais et nulle part trouvé de système plus efficace pour créer des richesses matérielles, ou immatérielles d'ailleurs, que la liberté individuelle, l'esprit d'entreprise, l'initiative et le travail personnels et au bout du compte l'économie de marché. Voilà pourquoi nous voulons remettre le travail et l'effort à l'honneur, les reconnaître et les récompenser. Voilà pourquoi nous voulons redonner à l'économie française toute son efficacité en libérant les travailleurs et bien sûr ceux qui travaillent en entreprise, du poids excessif des impôts et des procédures. C'est notre réponse au fléau du chômage qui déséquilibre nos comptes et casse le lien social. En ce domaine le passé récent a fait la démonstration de ce qui ne marche pas : les politiques socialistes de réduction du temps de travail et de subventionnement d'emplois publics ont vite trouvé leurs limites ; leur héritage est aujourd'hui un fardeau pour l'économie et la société française. Nous avons tous ressenti un choc en lisant, dans le dernier rapport d'une grande institution internationale, que, dans le classement des 80 plus grandes puissances économiques du monde, la France était passée en un an du 20° au 30° rang ! Triste héritage, décidément !

C'est une urgence nationale que de rétablir l'attractivité de la France. Fixons nous pour objectif de remettre, dans les 10 ans qui viennent, notre pays au premier rang de la compétitivité européenne. Et tâchons de convaincre nos concitoyens que c'est la seule façon efficace et durable de créer des emplois.

Il faudra donc prendre des mesures courageuses d'amélioration des performances de nos services publics, de remise en ordre de notre fiscalité et de vraie modernisation de notre législation sociale. Un pays où chacun n'a plus l'amour du travail est vite incapable de donner des emplois à tous !

Mais en même temps, et nous ne vivons pas cela comme une contradiction, nous sommes attachés à nos grands systèmes de solidarité, qu'il s'agisse de notre santé, de nos retraites, de l'éducation de nos enfants, de l'épanouissement de nos familles ou de la prise en charge des plus faibles, des plus démunis, de ceux de plus en plus nombreux que frappe le handicap. Qu'il s'agisse aussi des grands services publics dont nous attendons continuité, universalité et égalité de traitement.

Pendant longtemps, le "modèle français", qui n'appartenait ni à la droite ni à la gauche, a permis de concilier ces exigences. Aujourd'hui, il se dérègle et ses coûts deviennent parfois insupportables.

Ce n'est pas une raison pour "jeter le bébé avec l'eau du bain". C'est en réintroduisant une culture d'efficacité et de responsabilité dans le dispositif qu'on pourra le ramener à l'équilibre. Un seul exemple : nous avons beaucoup dit qu'il ne fallait plus distribuer d'allocation publique sans demander une activité de contrepartie aux bénéficiaires qui peuvent l'assumer ; je pense bien sûr au RMI.

Il faut maintenant le faire et instituer le RMA (Revenu Minimum d'Activité) que nous avons annoncé dans notre campagne.

L'UMP pourrait donc travailler aussi sur cette grande question : comment réconcilier liberté et partage, libre entreprise et solidarité ? Comment, en d'autres termes, éviter que la belle idée de solidarité ne se pervertisse en mécanismes d'assistance qui finissent par porter atteinte à la dignité de ceux qu'on espérait ré-insérer ? Une bonne partie de la réponse doit sans aucun doute venir de l'appel au sens de la responsabilité individuelle, c'est-à-dire, en fin de compte, de l'éducation et de la formation que notre société saura dispenser à ses enfants, dès leurs jeunes années mais aussi tout au long de leur vie.

Il ne devrait y avoir rien de plus important que la réforme de notre système éducatif pour qu'il puisse tout à la fois préparer des travailleurs aptes à s'insérer dans la vie économique, des citoyens capables de distinguer le possible du démagogique, des personnes douées d'un jugement libre et du sens de la responsabilité. L'UMP devra faire preuve, en la matière, d'une particulière audace.

Réconcilier, en troisième lieu, l'idée nationale et l'idée européenne, les Français et l'Europe.

Je ne suis pas sûr que cette fracture-là soit de même nature que les autres. Car, vis à vis de la construction européenne, les Français ont des sentiments mitigés : ils en sentent la nécessité, ils en constatent les bienfaits ; mais en même temps ils n'en comprennent pas les arcanes et se méfient de son envahissement.

Voilà bien un défi passionnant pour notre parti : convaincre nos compatriotes qu'on peut, qu'on doit "faire l'Europe sans défaire la France" ! Ou, pour utiliser une formule diplomatique, qu'on peut, qu'on doit bâtir en Europe "une fédération d'Etats-Nations". Ce serait à mon avis une grave erreur pour l'UMP d'éviter ce débat, au prétexte qu'il n'intéresserait pas les Français. Il est au contraire au coeur de la partie qui va se jouer dans les dix ans qui viennent.

Je crois, nous sommes nombreux à croire que la France, en tant que Nation, a un bel avenir devant elle ; qu'elle n'est pas condamnée à disparaître, prise en tenailles entre le fédéralisme européen et le régionalisme séparatiste.

La France a un avenir tout simplement parce que nous l'aimons, parce que son histoire, sa culture, sa langue, son modèle de civilisation sont vivants en nos coeurs, et même de plus en plus vivaces au fur et à mesure que le monde se globalise. La recherche de nos racines nationales marche au même pas que la mondialisation et c'est tant mieux ! N'ayons pas honte d'éprouver des sentiments patriotiques, d'aimer notre drapeau et notre Marseillaise ! De Gaulle opposait le patriotisme qui ouvre au monde et donne envie de faire partager ses idées... au nationalisme qui pousse au repli sur soi-même.

Encore faut-il nous donner les moyens d'entretenir la flamme du patriotisme dans le coeur de chaque citoyen Français. La Nation a des droits, en tant que telle, bien sûr, et principalement le droit au respect. Mais elle a des devoirs, et le premier de ces devoirs est sans aucun doute le devoir d'intégration.

Nous ne pouvons à la fois refuser le communautarisme qui ronge le lien national et tolérer les discriminations qui le brisent. L'Union doit faire de la réussite de l'intégration l'une de ses grandes ambitions.

La France a aussi de l'avenir parce qu'il existe dans le monde un grand "besoin de France", une attente du message et de l'initiative de la France. Je l'ai souvent constaté lorsque j'étais au Quai d'Orsay, ce qui intéresse chez nous, c'est notre capacité à ne pas nous aligner sur le "diplomatiquement correct" mais à faire entendre notre différence.

La manière dont le Président de la République et notre ministre des affaires étrangères ont agi dans la crise irakienne pour que soit tenté tout ce qui permet d'éviter la guerre est de ce point de vue exemplaire. Et quelle que soit l'ambiguïté du compliment, j'avoue avoir éprouvé un petit sentiment de fierté lorsque j'ai lu récemment à la "une" d'un grand quotidien américain : "France is back", la France est de retour au premier plan de la scène internationale.

C'est le même sentiment qui nous a réchauffés quand nous avons entendu les paroles de Jacques Chirac à Monterrey sur le développement, ou à Johannesburg sur l'environnement. Oui, la France a toujours quelque chose à dire au monde.

Cette certitude n'affaiblit pas notre foi européenne, bien au contraire. Nous sommes conscients que la voix de la France sera d'autant mieux entendue que notre pays jouera pleinement son rôle au sein de l'Europe unie. Voyez ce qui se passe dans l'organisation du commerce mondial : c'est parce que les Quinze s'expriment d'une seule voix, celle du commissaire compétent en la matière, que nous sommes parvenus à faire accepter par tous, y compris les Etats-Unis, des règles du jeu "multilatérales" comme on dit, et le cas échéant des sanctions à l'encontre des pays qui ne les respectent pas.

Il faut donc aller plus loin dans la construction de notre "fédération d'Etats-Nations", d'abord en l'élargissant, ensuite en la réformant, enfin en affirmant sa vocation politique, c'est-à-dire sa légitime ambition de conduire une politique extérieure et de sécurité qui soit la sienne. Bref, en faisant peu à peu émerger ce que le Général de Gaulle appelait une "Europe européenne" !

Sur tous ces points que je ne développerai pas aujourd'hui, les deux ans qui viennent seront décisifs. Notre Union doit s'engager pleinement dans la bataille.

Bataille pacifique sans aucun doute, bataille des idées et des projets, mais bataille ardente.

D'abord au sein des instances européennes, qu'il s'agisse de la Convention présidée par Valéry Giscard d'Estaing qui prépare un projet de constitution, ou de la conférence intergouvernementale qui en décidera ; bataille de l'opinion par dessus tout, parce que le nouveau traité lui sera finalement soumis et qu'il nous faut dès maintenant préparer le terrain.

Je vous propose d'engager pleinement l'UMP dans la bataille de l'opinion, en commençant par expliquer concrètement les avantages que l'Europe nous apporte dans notre vie quotidienne. Vous l'avez sans doute observé : chaque fois qu'on parle de l'Europe aux Français, c'est pour l'accuser de telle ou telle contrainte nouvelle. Et si nous faisons la liste des bienfaits de la construction européenne ?

Gagner la bataille de l'opinion, c'est aussi veiller à ce que la réforme des institutions améliore leur transparence démocratique. De ce point de vue, la régionalisation du mode d'élection des députés européens nous apparaît un minimum si l'on veut rapprocher les élus de leurs électeurs ; et, de grâce qu'on ne mélange pas scrutin européen régionalisé et Europe des régions ! Je suis pour ma part profondément allergique au concept d'Europe des régions.

Ce que nous voulons édifier, je l'ai dit, c'est l'Europe des Nations, chaque Nation s'organisant ensuite, à l'intérieur de son territoire, conformément à son propre projet collectif - Gagner la bataille de l'opinion, c'est aussi veiller à ce que "Bruxelles" s'occupe des problèmes concrets qui nous touchent dans notre vie quotidienne et dont la solution exige une approche commune. Il y a, par exemple, urgence à définir et à mettre en oeuvre une politique européenne de l'immigration qui nous permette tout à la fois de mieux accueillir les étrangers dont nous avons besoin en Europe et d'être enfin efficace dans la lutte contre l'immigration clandestine.

Quatrième grande réconciliation : celle de l'homme et de la nature, celle de l'homme et de sa planète, celle du développement et de l'avenir de notre Terre.

Au fil du XX<sup>e</sup> siècle s'est produite une révolution dont nous n'avons peut-être pas encore pris la pleine conscience : l'homme a désormais les moyens de transformer fondamentalement et même hélas ! de détruire la planète sur laquelle il vit. Il a aussi les moyens de modifier le patrimoine génétique, c'est-à-dire l'essence même des êtres vivants, y compris la sienne.

Face à cette révolution, grande est la tentation de la peur, du refus, du conservatisme ou de l'intégrisme.

Je pense traduire notre sentiment général en disant que ce n'est pas notre attitude. Nous préférons la confiance et l'espérance. La confiance en l'homme et en sa capacité d'orienter vers le bien commun les progrès de la technologie et de la science.

Encore faut-il prendre quelques précautions !

L'Union doit être, là encore, en première ligne du combat. Elle doit se ré-approprier sans complexe l'idée du "développement durable" que Jacques Chirac définissait récemment à Bordeaux en ces termes : "la défense des droits de l'homme DE DEMAIN".

Puisque "la Terre est en danger", pour reprendre une autre formule du Président de la République, un grand parti moderne doit afficher de hautes ambitions :

- vigilance en matière de bioéthique, de respect de la vie, de l'intégrité et de la dignité de la personne humaine ;
- audace dans la mobilisation internationale contre les atteintes portées aux grands équilibres climatiques, pour la protection de la biodiversité, pour le développement de nouvelles politiques énergétiques
- audace qui va jusqu'à proposer, en parallèle avec les autres grandes institutions internationales, la création d'une "Organisation Mondiale de l'Environnement" ;
- volonté tenace, enfin, "d'humaniser la mondialisation" avec tout ce que cela implique : la mobilisation farouche contre le terrorisme international, qui est la plus inhumaine des perversions de la globalisation ; la lutte contre la pauvreté et les injustices qui en sont le terreau ; la construction progressive d'une "gouvernance" mondiale qui fixe des garde-fous de nature sociale et environnementale à l'économie de marché, qui poursuive l'ébauche de la construction d'un "Etat de droit" à l'échelle de la planète - à commencer par la répression des crimes contre l'humanité - qui garantisse "les droits de l'homme DE DEMAIN".

Vous le voyez, mes amis, l'UMP a des choses à dire aux Françaises et aux Français.

Inventer la démocratie participative en réformant l'Etat et en respectant mieux les libertés locales !

Réconcilier l'esprit d'entreprise et l'esprit de partage en remettant le travail à l'honneur et la responsabilité au centre de notre modèle social !

Faire l'Europe sans défaire la France !

Humaniser la mondialisation et sauver la Terre en danger !

Autant de défis excitants pour notre pays, autant de perspectives enthousiasmantes pour notre avenir personnel et collectif.

Si elle situe ses ambitions à cette hauteur, l'UMP a un rôle historique à jouer : elle peut réconcilier les Français et la politique.

Pour y parvenir, il nous faudra faire preuve de deux qualités rares, de deux vertus cardinales : la capacité d'écoute et d'explication ; le sens de l'intérêt général.

Un grand parti moderne ne saurait être porteur d'une vérité révélée, de ce qu'on appelait en d'autres temps une idéologie. Sa vision de l'avenir, il doit la construire avec ceux qui le constituent et, plus largement, avec tous les Français. Il doit la confronter à la critique, à la diversité, à l'inventivité. Il doit par dessus tout la communiquer, l'expliquer, la faire partager. Nous avons une mission de médiation et de pédagogie.

Nous devons aussi montrer le chemin de l'intérêt général. J'ai dit et répété toute l'importance qu'il faut donner à la démocratie participative. Mais la concertation favorise parfois l'expression des

intérêts catégoriels, pour ne pas dire des égoïsmes individuels. Vient alors le moment où l'homme politique, légitimement investi par le suffrage universel, doit assumer sa responsabilité et décider au nom de l'intérêt général. On a souvent l'impression que, dans le langage courant, "faire de la politique", c'est prendre la décision dont on pense qu'elle vous attirera les bonnes grâces de la majeure partie de l'opinion.

Si nous voulons vraiment réconcilier les Français et la politique, l'UMP devra les convaincre que nous saurons aussi prendre des décisions courageuses parce que nous aurons la conviction qu'elles sont bonnes pour la France.

Mes amis, ne nous y trompons pas, l'aventure que nous allons vivre ensemble sera exigeante. Nous avons le devoir de la réussir. La réussite dépendra de nos comportements. C'est pourquoi, au terme de cette magnifique journée, je vous appelle à dépouiller le vieil homme politique, avec ce qu'il portait en lui de jalousie, d'esprit de rivalité, d'intolérance ou d'immodestie. Je forme avec vous le vœu que l'UMP nous apprenne à cultiver le respect mutuel, la générosité et l'esprit d'équipe. Aux sceptiques que ces résolutions feront sourire, nous répondrons par la force de notre enthousiasme et l'ardeur de notre espérance.

Vive la République ! Vive la France !